

La situation internationale

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

On croit avoir, ajoute-t-il, qu'en réponse aux suggestions de M. Matsky, lord Halifax a donné à entendre que le gouvernement britannique ferait lui-même prochainement certaines propositions.

« Il faut maintenant passer aux actes », déclare la presse

Londres, 20 mars. — « A dessein paré, au lieu de retarder, il faut, maintenant, passer aux actes. » Tel est le ton de la presse anglaise qui continue de faire preuve d'un grand calme, tout en ne se dissimulant pas la gravité de la situation et qui souligne unanimement la nécessité de prendre des décisions immédiates.

Et l'on voit reparaître dans la presse britannique, avec une nouvelle instance, l'idée du service national obligatoire.

Enfin, le projet attribué au gouvernement par certains de convoquer une Conférence des nations démocratiques, à laquelle seraient invités l'U.R.S.S., est favorablement accueilli.

Le refus de reconnaître l'annexion des territoires tchèques, écrit le rédacteur diplomatique du « Times » pose plusieurs problèmes importants.

« Le gouvernement des Etats-Unis a déclaré nettement qu'il conserverait leur statut diplomatique aux agents tchécoslovaques et qu'il continuerait de reconnaître les conseils. Aucune décision n'a encore été prise à Londres et la question a été soumise aux experts juridiques. Mais les agents diplomatiques tchécoslovaques assisteront en leur qualité de diplomates aux fêtes données cette semaine en l'honneur de M. et Mme Lebrun. »

Dans son éditorial, le « Times » étudie les réactions dans les divers pays voisins de l'Allemagne.

« Une vague large et profonde, dit-il, de sentiments germanophobes monte dans de nombreux pays causée par l'invasion soudaine et brutale des provinces tchèques. »

Elle est accompagnée naturellement, dans les pays voisins, de l'appréhension que la même aventure puisse leur arriver. Ce mélange de crainte et d'indignation fait des alliés naturels des nations qui ont été respectées. Notre pays s'est toujours opposé à l'encerclement de l'Allemagne, mais l'Allemagne, par sa propre politique et par-dessus tout, par ses méthodes, rend cet encerclement naturel et même inévitable. »

Le « Daily Telegraph » and Morning Post écrit, dans son éditorial, qu'il est à peu près certain que M. Hitler ne se propose pas de se reposer, sur ses lauriers.

« Il faut donc, dit-il, pour éviter que l'Europe ne s'émette petit à petit devant les attaques de l'Allemagne, adopter une politique élaborée de concert avec les autres puissances. »

De son côté, le « Daily Express » ne croit pas à une guerre immédiate.

« Nous pensons, écrit-il, qu'il n'y aura plus d'autres manœuvres en Europe, susceptibles de nous entraîner dans un conflit armé. »

« Le peuple allemand pourrait regretter l'action entreprise en son nom contre la Tchécoslovaquie », déclare lord Halifax

Londres, 20 mars. — Lord Halifax, intervenant dans le débat de politique étrangère à la Chambre des lords, a constaté, qu'en présence de la gravité des questions actuellement posées, les divergences de parti semblent disparaître. Il croit qu'il n'y eut guère de négociations entre M. Hacha et le gouvernement allemand et qu'il est plus probable que les Tchèques dirigés par un ultimatum après une menace de violence, et capituleront afin d'épargner à leur peuple les horreurs d'un bombardement aérien rapide et destructeur.

« Il déclare qu'en fait, c'est la force supérieure allemande qui a été reconnue comme l'arbitre suprême. »

Dans ces conditions, ajoute-t-il, le gouvernement britannique a jugé nécessaire d'entreprendre immédiatement une certaine action, et il rappelle l'annulation de la visite à Berlin de MM. Stanley et Hudson.

Lord Halifax constate que tout pays voisin de l'Allemagne est maintenant certain du lendemain et tout pays chrétien sans personnalité et sa souveraineté nationale est prévenue contre le danger intérieur inspiré de l'extérieur.

A propos des rumeurs relatives à la Roumanie, lord Halifax rappelle que le gouvernement lui-même ait pu démentir une information ou il était question d'un ultimatum. Mais, a-t-il dit, même si aucune menace ne pèse sur la Roumanie aujourd'hui, même si cette menace n'est pas manifestée et ne se manifeste pas de cette façon, il n'est pas sur-

L'Europe centrale depuis 1914



1914. — L'empire d'Allemagne et l'empire austro-hongrois dominent l'Europe centrale.



1919. — L'Allemagne est diminuée. L'empire austro-hongrois a disparu.



1939. — L'Allemagne a absorbé l'Autriche et la plus grande partie de la Tchécoslovaquie. La Slovaquie devient protectorat allemand.

AUX ETATS-UNIS

La réponse du gouvernement américain à la note allemande ne sera publiée qu'aujourd'hui

Washington, 20 mars. — Le département d'Etat a fait tenir à l'ambassadeur d'Allemagne la réponse du gouvernement américain à la note qui l'informe de la mise sous protectorat allemand de la Bohême et de la Moravie.

Le texte de cette réponse ne sera publié que mardi, mais les milieux bien informés déclarent qu'elle est un refus de reconnaître la légalité des faits.

L'amendement proposé à la loi de neutralité

Washington, 20 mars. — Le sénateur Pittman, président de la commission des affaires étrangères, a déposé sur le bureau du Sénat, le nouveau projet de loi de neutralité, rendant possibles les ventes de matériel de guerre d'armements, de munitions et de tous autres produits aux belligérants, à condition que les ventes soient payées au comptant et que les titres de propriété soient transférés avant que les marchandises quittent les Etats-Unis.

Le projet interdit aux navires américains de transporter des produits quelconques pour le compte des belligérants. Le projet Pittman a été renvoyé à la

commission des affaires étrangères du Sénat qui se réunira mercredi prochain. On prévoit que son projet ne rencontrera pas d'opposition sérieuse.

Commentant dimanche, à la radio, sa proposition d'amendement, M. Pittman a déclaré :

« La situation critique qui menace le monde et, inévitablement, tout pays, si la marche des puissances totalitaires continue, demande une action de notre part. »

Il a ajouté que la France et la Grande-Bretagne sont les seules puissances qui s'étaient associées aux Etats-Unis dans sa politique de défense des traités et de respect de la parole donnée.

Le « New-York Herald Tribune », organe républicain, écrit de son côté :

« Les Etats-Unis devraient immédiatement donner à la France et à la Grande-Bretagne leur entier appui diplomatique et leur assurer une complète coopération concernant les politiques commerciales et financières, les contrats d'armement, etc. »

« Si les démocrates se défendent et si une guerre générale éclate, les Etats-Unis devraient être prêts à mettre leurs ressources économiques à la disposition de la France et de la Grande-Bretagne. »

« Les Etats-Unis ne s'engageront pas à participer à une guerre européenne, mais ils se feront certainement s'il est prouvé qu'une telle décision soit nécessaire à leurs intérêts. »

A BERLIN

Le rappel de l'ambassadeur d'Allemagne à Paris

Berlin, 20 mars. — Un communiqué du D.N.B. dit : « L'ambassadeur d'Allemagne à Paris, comte Weissbeck, a reçu aujourd'hui l'ordre de venir à Berlin pour présenter un rapport. »

Les milieux politiques s'efforcent de rassurer les petites nations

Berlin, 20 mars. — Les milieux politiques allemands s'efforcent de rassurer les petites nations inquiètes des méthodes expansionnistes du Reich.

On s'efforce aussi de démontrer que les craintes qui ont été éveillées dans certains pays par le dynamisme allemand ont été provoquées par les machinations des ennemis de l'Allemagne.

La presse fulmine contre l'Angleterre

Berlin, 20 mars. — La presse allemande continue de fulminer contre l'Angleterre en la menaçant d'une révision de l'attitude du Reich à son égard au cas où Londres ne modifierait pas sa position à la suite de l'action allemande contre la Tchécoslovaquie. D'autres journaux s'indignent que l'Angleterre veuille, selon eux, tenter de constituer une nouvelle ligue pour encadrer l'Allemagne en y englobant notamment la Russie.

« On ne nous intimidera ni sur mer, ni sur terre, ni dans la mer du Nord, ni sur la Moldau », écrit la « Preussische Zeitung ».

Le « Westdeutscher Beobachter » prend très vivement à partie l'Angleterre et s'efforce de justifier le rejet par le Reich des protestations anglaises et française à Berlin. Dans un éditorial intitulé : « La protestation de la mauvaise conscience », ce journal commence par qualifier l'opinion anglaise qui reproche l'action allemande de « ramassis excité de gouvernements braves ». Il ajoute : « Ce à quoi nous nous attendons, ce sont des bêtises sans bornes de la diplomatie anglaise. »

Une menace de dénonciation de l'accord naval germano-anglais

Berlin, 20 mars. — De plus en plus nettement, en face de la vive réaction anglaise, la presse allemande menace la Grande-Bretagne d'une dénonciation de l'accord naval de 1935, qui fixe à 35 % du tonnage total britannique, le tonnage de la marine de guerre allemande.

Un article du docteur Goebbels

La morale allemande repose dans son droit

Berlin, 20 mars. — Le Dr Goebbels publie dans le « Volksischer Beobachter » un article intitulé : « Une déclaration entre quatre yeux à la démocratie », dans lequel il se déclare exécuté des reproches faits à l'Allemagne au nom de la moralité pour l'annexion de la Tchécoslovaquie.

Après avoir accablé de ses sarcasmes les notions d'honneur et de droit international et de civilisation actuellement invoquées par les démocrates, le ministre de la Propagande énumère les desseins qui auraient été ceux de la France et de l'Angleterre à Versailles pour maintenir le Reich en état d'infériorité.

Il rappelle les annexions coloniales de l'Angleterre dont « les discours moraux et humanitaires commencent à dire le mouvement de régression ». « La morale allemande, conclut-il, repose dans son droit et quelconque oppri-

EN LITUANIE ET A MEMEL

Berlin, 20 mars. — M. Urbsys, ministre des Affaires étrangères de Lituanie, a quitté Berlin lundi soir.

On ne sait rien d'officiel sur l'entretien qu'il a eu avec M. von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères du Reich. Mais, selon des indications recueillies à bonne source, il semble que la Lituanie se s'opposerait pas au libre droit des Allemands de Memel de disposer d'eux-mêmes.

On ignore si la Lituanie a obtenu, en contre-partie, des garanties pour le reste de son territoire.

EN SLOVAQUIE

Stakcin, 20 mars. — (Commune slovaque près de la frontière slovaque-carpato-ukrainienne).

La seule route carrossable qui relie la Slovaquie à l'Ukraine Carpathique est encombrée d'une file interminable de camions militaires chargés évacuant l'armée slovaque pour regagner la Bohême.

A 90 kilomètres à l'heure, les lourds véhicules ébranlent les maisonnettes en tassées dans des camions, se cramponnent par le pas et sont rejetés sur la route ; ils se débarrassent de leurs sacs, de leurs fusils et de leurs grenades, qui éclatent sur le bord du chemin.

N'étant plus en état de marcher, les camions et la population a disparu. Un tank coupe parfois la file des camions ; il

instants peut-être ? Alors ! N'avait-il pas autant que les autres le droit de savoir. De Belleville ne pourrait se plaindre de cette insubordination légitime commise par son colonel, le seul qui, jusqu'à la minute présente, avait défendu son innocence en doutant de sa culpabilité.

N'était-il pas préférable, après tout, que ce fût lui qui en prit connaissance, avant les autres ?

Ces réflexions traversèrent l'esprit du brave colonel en un éclair. Il se décida et lut. Le billet était bref, son sens ambigu et incompréhensible à première lecture.

Ainsi, cette baguette vous ouvrirait le chemin, ainsi que je vous l'ai téléphoné tout à l'heure. Avec elle vous pourriez passer sans rien craindre de quiconque. Vous verrez ce que vous voulez avoir à demain pour l'anneau... — Sonia. »

Il allait la relier lorsqu'une exclamation du policier posté à la fenêtre piqua sa curiosité.

Il glissa le carton sous les livres et s'approcha du groupe penché au dehors et demanda :

« Qu'y a-t-il donc en bas ? »

« Se serrant pour lui faire une place afin qu'il pût, lui aussi, se rendre compte, M. Provence lui désignait une femme qui se hâtait, àeria :

« Elle sort d'ici. Tenez, la voyez-vous, elle court. Elle n'ira pas loin, car Martin est sur ses pas. C'est étonnant qu'il ne soit pas déjà derrière elle. Si elle arrive au tournant avant qu'il soit dehors, elle peut lui échapper. »

« Elle est là, dans le vestibule, ouverte en silence et referme de même la porte d'entrée bondée dans l'ascenseur, qui se trouvait miraculeusement arrêté à cet étage et le mit en marche vers la descente. »

Il était sûr d'arriver au res-de-chaussée avant la personne qu'il avait entendue dégringoler les escaliers et de pouvoir l'arrêter au passage. Pendant ce temps, son chef avait discrètement ouvert une des fenêtres de la pièce qui, par chance favorable, donnait

porte des traces de balles reçues au cours de récents combats.

A Homme, à une vingtaine de kilomètres de la frontière, en Slovaquie, les soldats tchécoslovaques ont défilés par les rues. Les fusils et les mitrailleuses s'élevaient dans les dépôts à côté des rangées de camions et de quelques tanks.

Des maraudeurs se faisaient et volaient des armes. Des gardes de Hlinka et des civils s'étaient revêtus, fusils-mitrailleurs et même des chevaux. Une motocyclette coûtait 300 couronnes.

EN ITALIE

Aujourd'hui, réunion du grand conseil fasciste

Rome, 20 mars. — Le grand conseil fasciste, qui est l'organe suprême du régime, tiendra mardi soir, sous la présidence de M. Mussolini, la séance qu'il avait été prévue lors de la dernière réunion de février de cette assemblée.

Mgr Tiso deviendrait président de la République

Bratislava, 20 mars. — Le vice-président du Conseil slovaque, M. Adalbert Tuka, et le ministre des affaires étrangères slovaque, M. Ferdinand Durcansky, se sont rendus lundi à Berlin.

Leur voyage aurait pour but l'organisation des relations économiques entre la Slovaquie et le Reich.

On parle, en outre d'un remaniement ministériel, M. Tuka devant être président du Conseil et Mgr Tiso président de la République.

EN ROUMANIE

Les relations germano-roumaines

Bucarest, 20 mars. — L'impression créée par la coïncidence de la mission à Bucarest de M. Wohltat, expert économique du Reich, et de l'entrée des troupes allemandes en Tchécoslovaquie, ainsi que par les bruits diffusés à Londres concernant un ultimatum allemand à la Roumanie, ne se dissipe que péniblement.

Du côté roumain, on continue d'appréhender avec force qu'il n'y eût de la part de l'Allemagne aucun ultimatum, et que la seule pression acceptable est celle, inévitable, qui résulte des données mêmes du problème des relations économiques de la Roumanie et du Reich.

On précise que les négociations poursuivies avec M. Wohltat se sont déroulées dans le cadre des accords de novembre dernier. Le protocole qui sera signé mardi, ou plus vraisemblablement mercredi, ne constituera, assure-t-on, que le meilleur résultat de l'augmentation de la puissance de l'Allemagne est pour le bien de l'Italie ne font impression sur personne.

« L'Italie s'en tient fermement à l'axe », écrit M. Virginio Gayda, dont les propos voisinent la démente

Rome, 20 mars. — « L'Italie ne se séparera pas de l'Allemagne et ne rapprochera pas de la France », déclare dans le « Giornale d'Italia » M. Virginio Gayda, qui affirme que personne ne peut croire que, dans la partie qui se prépare, on puisse compter en France sur une abstention de l'Italie.

« C'est en vain, dit-il encore, que l'on croit pouvoir mortifier l'esprit des Italiens et détourner ceux-ci de leurs fermes revendications nationales, qui ne tarderont pas trop à être avancées et qui seront soutenues avec une résolution extrême. »

M. Gayda déclare que le temps des « cours de vase » est révolu et conclut : « L'Italie s'en tient fermement à l'axe avec son esprit, avec ses armes. L'Italie ne se hâte pas par programme vers la guerre, mais elle ne la craint pas, elle l'attend même, elle mord le frein surtout, et est impatiente de se rencontrer avec ces innombrables champions d'au delà de la barricade, qui émettent la voix dans les défilés d'acier de Paris, après avoir compté les millions d'hommes et de canons que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, et peut-être la Russie des Soviets, semblent assurer à la défense de leur territoire, mais non pas de leur sang. »

EN HONGRIE

Le mois prochain, les dirigeants de la politique hongroise se rendront à Rome, puis à Berlin

Budapest, 20 mars. — De source officielle hongroise, on communique ce qui suit :

« Le comte Teleki, président du Conseil hongrois et le ministre des Affaires étrangères, le comte Csaki, se rendront, dans la seconde moitié du mois d'avril, en visite officielle à Rome et fin avril à Berlin. »

« Ce délai laissé à la diplomatie hongroise apparaît comme un élément dans le capital de la Hongrie et l'opinion avait été vivement impressionnée par l'activité diplomatique poursuivie à Londres et à Paris, ainsi que par les mesures militaires roumaines et hongroises. »

« Tout en pensant que la crise internationale est loin d'être résolue, on veut espérer qu'après cette journée d'incertitude, tout danger immédiat est écarté. »

EN SUISSE

Aujourd'hui, comme il y a un an, le peuple suisse est prêt à défendre l'inviolabilité de son territoire

Berne, 20 mars. — La session de printemps des Chambres fédérales s'est ouverte lundi soir dans une atmosphère de tension politique semblable à celle qui existait il y a un an.

La Tchécoslovaquie n'est pas un pays voisin de la Suisse, mais son occupation n'est pas moins l'objet de préoccupations de certaines appréhensions comme ce fut le cas en 1938, lors du rattachement de l'Autriche au Reich.

C'est pourquoi lundi, les bureaux des deux Chambres réunis avec les présidents des groupes et des partis et une délégation de quatre membres du Conseil fédéral ont tenu une conférence présidée par M. Ester, président de la Confédération, pour procéder à un examen de la situation politique générale qui sera poursuivi mercredi.

Toutefois, il a été décidé de faire, à l'ouverture de la session dans les deux Chambres une déclaration commune dont voici la teneur :

« Le 21 mars 1938, dans les deux Chambres, il a été procédé à la lecture d'une déclaration solennelle affirmant notamment que le peuple suisse est prêt à défendre l'inviolabilité de son territoire jusqu'à la dernière goutte de son sang. Réunis aujourd'hui, les présidents et vice-présidents des Chambres, les présidents de groupes, ont été unanimes à penser que toute nouvelle déclaration du Parlement était superflue, car le Parlement suisse a émis sa volonté à ce sujet par sa déclaration antérieure qu'il confirme expressément. »

« Le 21 mars 1938, dans les deux Chambres, il a été procédé à la lecture d'une déclaration solennelle affirmant notamment que le peuple suisse est prêt à défendre l'inviolabilité de son territoire jusqu'à la dernière goutte de son sang. Réunis aujourd'hui, les présidents et vice-présidents des Chambres, les présidents de groupes, ont été unanimes à penser que toute nouvelle déclaration du Parlement était superflue, car le Parlement suisse a émis sa volonté à ce sujet par sa déclaration antérieure qu'il confirme expressément. »

« Le 21 mars 1938, dans les deux Chambres, il a été procédé à la lecture d'une déclaration solennelle affirmant notamment que le peuple suisse est prêt à défendre l'inviolabilité de son territoire jusqu'à la dernière goutte de son sang. Réunis aujourd'hui, les présidents et vice-présidents des Chambres, les présidents de groupes, ont été unanimes à penser que toute nouvelle déclaration du Parlement était superflue, car le Parlement suisse a émis sa volonté à ce sujet par sa déclaration antérieure qu'il confirme expressément. »

« Le 21 mars 1938, dans les deux Chambres, il a été procédé à la lecture d'une déclaration solennelle affirmant notamment que le peuple suisse est prêt à défendre l'inviolabilité de son territoire jusqu'à la dernière goutte de son sang. Réunis aujourd'hui, les présidents et vice-présidents des Chambres, les présidents de groupes, ont été unanimes à penser que toute nouvelle déclaration du Parlement était superflue, car le Parlement suisse a émis sa volonté à ce sujet par sa déclaration antérieure qu'il confirme expressément. »

« Le 21 mars 1938, dans les deux Chambres, il a été procédé à la lecture d'une déclaration solennelle affirmant notamment que le peuple suisse est prêt à défendre l'inviolabilité de son territoire jusqu'à la dernière goutte de son sang. Réunis aujourd'hui, les présidents et vice-présidents des Chambres, les présidents de groupes, ont été unanimes à penser que toute nouvelle déclaration du Parlement était superflue, car le Parlement suisse a émis sa volonté à ce sujet par sa déclaration antérieure qu'il confirme expressément. »

« Le 21 mars 1938, dans les deux Chambres, il a été procédé à la lecture d'une déclaration solennelle affirmant notamment que le peuple suisse est prêt à défendre l'inviolabilité de son territoire jusqu'à la dernière goutte de son sang. Réunis aujourd'hui, les présidents et vice-présidents des Chambres, les présidents de groupes, ont été unanimes à penser que toute nouvelle déclaration du Parlement était superflue, car le Parlement suisse a émis sa volonté à ce sujet par sa déclaration antérieure qu'il confirme expressément. »

« Le 21 mars 1938, dans les deux Chambres, il a été procédé à la lecture d'une déclaration solennelle affirmant notamment que le peuple suisse est prêt à défendre l'inviolabilité de son territoire jusqu'à la dernière goutte de son sang. Réunis aujourd'hui, les présidents et vice-présidents des Chambres, les présidents de groupes, ont été unanimes à penser que toute nouvelle déclaration du Parlement était superflue, car le Parlement suisse a émis sa volonté à ce sujet par sa déclaration antérieure qu'il confirme expressément. »

« Le 21 mars 1938, dans les deux Chambres, il a été procédé à la lecture d'une déclaration solennelle affirmant notamment que le peuple suisse est prêt à défendre l'inviolabilité de son territoire jusqu'à la dernière goutte de son sang. Réunis aujourd'hui, les présidents et vice-présidents des Chambres, les présidents de groupes, ont été unanimes à penser que toute nouvelle déclaration du Parlement était superflue, car le Parlement suisse a émis sa volonté à ce sujet par sa déclaration antérieure qu'il confirme expressément. »

« Le 21 mars 1938, dans les deux Chambres, il a été procédé à la lecture d'une déclaration solennelle affirmant notamment que le peuple suisse est prêt à défendre l'inviolabilité de son territoire jusqu'à la dernière goutte de son sang. Réunis aujourd'hui, les présidents et vice-présidents des Chambres, les présidents de groupes, ont été unanimes à penser que toute nouvelle déclaration du Parlement était superflue, car le Parlement suisse a émis sa volonté à ce sujet par sa déclaration antérieure qu'il confirme expressément. »

« Le 21 mars 1938, dans les deux Chambres, il a été procédé à la lecture d'une déclaration solennelle affirmant notamment que le peuple suisse est prêt à défendre l'inviolabilité de son territoire jusqu'à la dernière goutte de son sang. Réunis aujourd'hui, les présidents et vice-présidents des Chambres, les présidents de groupes, ont été unanimes à penser que toute nouvelle déclaration du Parlement était superflue, car le Parlement suisse a émis sa volonté à ce sujet par sa déclaration antérieure qu'il confirme expressément. »

« Le 21 mars 1938, dans les deux Chambres, il a été procédé à la lecture d'une déclaration solennelle affirmant notamment que le peuple suisse est prêt à défendre l'inviolabilité de son territoire jusqu'à la dernière goutte de son sang. Réunis aujourd'hui, les présidents et vice-présidents des Chambres, les présidents de groupes, ont été unanimes à penser que toute nouvelle déclaration du Parlement était superflue, car le Parlement suisse a émis sa volonté à ce sujet par sa déclaration antérieure qu'il confirme expressément. »

« Le 21 mars 1938, dans les deux Chambres, il a été procédé à la lecture d'une déclaration solennelle affirmant notamment que le peuple suisse est prêt à défendre l'inviolabilité de son territoire jusqu'à la dernière goutte de son sang. Réunis aujourd'hui, les présidents et vice-présidents des Chambres, les présidents de groupes, ont été unanimes à penser que toute nouvelle déclaration du Parlement était superflue, car le Parlement suisse a émis sa volonté à ce sujet par sa déclaration antérieure qu'il confirme expressément. »

« Le 21 mars 1938, dans les deux Chambres, il a été procédé à la lecture d'une déclaration solennelle affirmant notamment que le peuple suisse est prêt à défendre l'inviolabilité de son territoire jusqu'à la dernière goutte de son sang. Réunis aujourd'hui, les présidents et vice-présidents des Chambres, les présidents de groupes, ont été unanimes à penser que toute nouvelle déclaration du Parlement était superflue, car le Parlement suisse a émis sa volonté à ce sujet par sa déclaration antérieure qu'il confirme expressément. »

« Le 21 mars 1938, dans les deux Chambres, il a été procédé à la lecture d'une déclaration solennelle affirmant notamment que le peuple suisse est prêt à défendre l'inviolabilité de son territoire jusqu'à la dernière goutte de son sang. Réunis aujourd'hui, les présidents et vice-présidents des Chambres, les présidents de groupes, ont été unanimes à penser que toute nouvelle déclaration du Parlement était superflue, car le Parlement suisse a émis sa volonté à ce sujet par sa déclaration antérieure qu'il confirme expressément. »

LES TROIS CHAMBERLAIN

M. J. Chamberlain, jadis correspondant à Londres du « Figaro » et maintenant collaborateur à Paris de la « Revue des Deux-Mondes » et de « L'Illustration », vient d'écrire un livre plein d'intérêt : « Les trois Chamberlain : une famille de grands parlementaires anglais ». (1).

De ce livre où l'histoire et les vies politiques se mêlent heureusement à l'anecdote, nous extrayons la bonne feuille qui suit. Elle porte sur un sujet très actuel : la conscription en Angleterre.

L'un des questions vitales que M. Chamberlain doit résoudre dans son plan de réorganisation militaire de l'Angleterre, est celle du service militaire et civil obligatoire — qui seul permet une mobilisation effective et efficace en temps de crise, de tous les éléments utiles de la nation.

Cette évolution éventuelle des mœurs acclimatés des anglo-saxons a déjà débouché de violentes polémiques.

Un Westminster dans chaque parti, les défenseurs du pour ou du contre se querellent entre eux, courtoisement suivant la coutume. Mais l'agitation est violente, aussi bien à la Chambre que dans le pays.

M. Chamberlain qui s'est engagé à ne pas imposer la conscription pendant la durée de ce Parlement, procédera-t-il bientôt à une conscription nationale, par le truchement normal d'élections générales ? Ce sujet brûlant sera-t-il placé en dehors et au-dessus des partis ? Verrouillés socialistes et libéraux, toujours associés de guerres idéologiques combattent le service obligatoire pour tous, au nom des principes démocratiques, ce qui est un comble, et se retirent du salut de l'Empire à leur féliciter du volontariat et à l'improvisation néfaste qui en est la conséquence inévitable ?

Faisons confiance à M. Chamberlain qui, sans mieux que quiconque comment il convient de résoudre ce délicat problème de politique intérieure, en tenant compte de la psychologie de son peuple. On peut être certain qu'en cette affaire comme en tant d'autres, M. Chamberlain et M. Mussolini seront ses auxiliaires les plus précieux.

A l'heure actuelle, son projet d'enrôlement civil volontaire paraît voué à un échec relatif. Quant à la campagne de M. Hore-Belisha en faveur des engagements volontaires dans l'armée active ou territoriale, mieux vaut s'en tenir là. Et où sont les cadres des armées à improviser à jamais vient le jour... der Tag !

Des munitions ? Du matériel ? Parfait ! Mais pour quels soldats entraînés ? Pour quels techniciens expérimentés ?

M. Neville Chamberlain est essentiellement un civil, un grand bourgeois, mais il a aussi prouvé qu'il possédait toutes les qualités et les vertus d'un véritable homme d'Etat.

Nous voulons espérer qu'il n'attendra pas les événements pour se laisser forcer la main, et qu'avant les élections générales, probablement remises à l'automne, il agira. Ne sent-il donc pas que l'Angleterre entière le suivra, quel qu'on dise !

(1) Flammarion Ed.

La proposition de paix de Madrid vient trop tard, déclare-t-on à Burgos

Burgos, 20 mars. — Radio-Nacional a diffusé une chronique dans laquelle il rappelle que c'était au début du mouvement nationaliste que la paix aurait dû être faite et que les républicains auraient dû consentir ce qu'ils demandent maintenant.

« Au lieu de paix honorable, déclare-t-on, ils ne pensaient qu'au crime, à l'incendie, à l'assassinat, à la terreur, dirigés par le gouvernement. »

« C'est de cela que tous sont responsables. Que personne ne tente de s'en laver les mains. C'est maintenant que personne ne veut plus rien savoir de République espagnole, que l'on parle de paix honorable, alors qu'on a trahi l'Espagne en faisant une guerre avec la complicité d'éléments étrangers professionnels de tous les crimes. »

Le cardinal Verdier préside un service solennel à la mémoire du maréchal Foch

Paris, 20 mars. — Un service solennel a été célébré lundi matin, à 11 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, à la mémoire du maréchal Foch.

La cérémonie était présidée par le cardinal Verdier, archevêque de Paris, aux côtés de qui se tenaient le cardinal Gerlier, archevêque de Lyon et le cardinal Baudrillard.

Dans, dents s'éte